

TRUSTEESHIP
COUNCILCONSEIL
DE TUTELLET/AC.14/30
15 juin 1949
FRENCH
ORIGINAL: ENGLISH

MASTER FILE

COMITE CHARGE DES UNIONS ADMINISTRATIVES
-----REPONSES DU GOUVERNEMENT DU ROYAUME-UNI AUX QUESTIONS
RELATIVES A L'UNION ADMINISTRATIVE DU TOGO SOUS ADMINISTRATION
BRITANNIQUE AVEC LE TERRITOIRE BRITANNIQUE ADJACENT DE LA COTE DE L'OR

Note du Secrétariat : Le Comité chargé des unions administratives a établi une liste de questions relatives à l'union administrative entre le Togo sous administration britannique et la Côte de l'Or, liste qui a fait l'objet de l'annexe III au rapport provisoire du Comité au Conseil de tutelle.* Les réponses du Gouvernement du Royaume-Uni à ces questions ont été communiquées au Secrétariat par une note en date du 15 juin 1949 émanant de la délégation du Royaume-Uni auprès de l'Organisation des Nations Unies; elles sont transmises par les présentes aux membres du Comité.

* T/263.

I. Lois organiques applicables à l'union administrative

1. Les raisons qui militent en faveur de l'union entre le Togo placé sous la tutelle du Royaume-Uni et la Côte de l'Or remontent à l'époque de l'Accord Milner-Simon de 1919 qui a tracé pour la première fois la frontière entre les deux territoires du Togo. Aux termes de cet Accord, la majeure partie de l'ancienne colonie allemande du Togo, comprenant approximativement 61 pour 100 de son territoire et renfermant le gros de son réseau de communications et de ses ressources mises en valeur a été placée sous l'administration de la France. Ne furent placés sous administration britannique que les parties des anciens districts allemands de Misahöhe, Kratschi et Sansanne Mango qui étaient habitées principalement par une population qui se trouvait surtout attachée par des liens d'ordre ethnique, linguistique, économique et administratif aux peuplades de la Côte de l'Or. En réalité si l'on ne s'était pas trouvé en présence de nombreuses demandes de ces populations, qui souhaitaient être placées sous administration britannique de manière à ne plus être séparées de leurs frères de race habitant la Côte de l'Or, l'ancien Togo allemand tout entier aurait fort bien pu être placé sous administration française. La fraction de territoire placée sous administration britannique était peu peuplée, et pour la plus grande partie, pauvre en ressources naturelles; elle était mal partagée en fait de communications, sans aucun sentiment national et d'une conformation qui rendait son administration difficile. En effet, elle ne dépasse nulle part 104 kilomètres de largeur et elle ne possède pas d'accès à la mer.

Du point de vue géographique cette partie de l'Ouest africain est principalement caractérisée par une série de zones qui s'étendent en direction générale, est-ouest. Dans chacune de ces zones, le climat et la végétation diffèrent nettement de ceux des zones avoisinantes. La zone située le plus au sud est formée d'une plaine côtière aride. Au centre, le pays est montagneux et recouvert de forêts tropicales. Au nord, le pays a le caractère d'une savane vallonnée. Comme le Togo est une étroite bande de terrain qui s'étend du nord au sud, il traverse chacune de ces zones. La végétation et le climat de chaque partie du Togo correspondent par conséquent à ceux des parties limitrophes de la Côte de l'Or et du Togo sous tutelle française plutôt qu'aux autres parties du Togo sous tutelle britannique. La population du Togo britannique n'est

nullement homogène et, ainsi qu'on l'a déjà indiqué, elle possède des affinités ethniques et historiques, à l'est et à l'ouest, au-delà de la frontière de la Côte de l'Or plutôt qu'au nord et au sud, à travers le Territoire sous tutelle lui-même.

Un ensemble de considérations ethniques, géographiques et économiques a donc fait adopter la décision d'administrer les populations du Togo britannique en les associant étroitement à celles de la Côte de l'Or. En conséquence, la Société des Nations a approuvé, pour ce Territoire, un mandat dont l'article 9 dispose que "ces contrées seront administrées selon la législation de la puissance mandataire comme partie intégrante de son territoire". L'article 5 a) de l'Accord de tutelle contient des dispositions analogues. L'union, vieille de plus de 25 ans, qui existe entre le Togo sous tutelle britannique et son voisin relativement plus évolué du point de vue politique et économiquement plus développé, a démontré surabondamment les avantages qu'une telle union confère aux Territoires sous tutelle et qui ont rendu aujourd'hui plus valables que jamais les raisons qui avaient motivé l'union à l'origine. Le Territoire sous tutelle à lui seul n'est pas viable et c'est l'avis sûrement réfléchi de l'autorité chargée de l'administration que pour les populations du Togo britannique, le seul moyen pratique de se gouverner elles-mêmes consiste à rester étroitement liées à la Côte de l'Or dont on s'accorde à reconnaître généralement qu'elle est l'un des territoires les plus évolués du point de vue politique de l'Afrique tropicale.

Indications concernant la mesure dans laquelle l'union administrative est compatible avec les dispositions de la Charte et de l'Accord de tutelle.

2. En abordant cette question il ne faut pas perdre de vue que les populations de la colonie de la Côte de l'Or (c'est-à-dire de la région côtière de la Côte de l'Or) se sont trouvées en contact avec les Européens depuis la venue des Portugais au XV^{ème} siècle. Il a donc été possible d'instaurer dans la partie du territoire connue sous le nom de colonie une forme démocratique de gouvernement plus tôt que partout ailleurs dans la Côte de l'Or, et il existe depuis 1925 un Conseil législatif de la colonie où siègent des membres élus. Ashanti, partie de la Côte de l'Or dont ce fut ensuite le tour de passer sous administration britannique, possède une longue tradition

d'unité politique et militaire. En vertu de la Constitution de 1946, les Ashantis ont été appelés à participer aux travaux du Conseil législatif où il y avait, et cela pour la première fois, dans une colonie de l'Afrique tropicale, une majorité de membres africains élus. D'autre part, à l'époque de l'octroi du mandat, le Togo était, après quelques années de domination allemande et d'administration semi-militaire, très arriéré, par comparaison avec la colonie et Ashanti, arriéré dans les domaines économique et de l'éducation ainsi qu'en ce qui concerne le développement des organes d'administration locale. La partie sud était en effet fractionnée en plusieurs centaines de petites divisions dont aucune ne concevait d'autorité supérieure à celle de son chef de division ni ne manifestait grand intérêt à l'égard des affaires des autres divisions. Depuis l'institution du mandat, le développement du Territoire a certes atteint des proportions appréciables et l'on a pu graduellement, mais non sans difficulté créer des organes stables d'administration locale ainsi qu'un sens de la communauté civique. Par contre les progrès de la colonie et d'Ashanti ont été remarquablement rapides et : ce n'est que tout récemment que la partie sud en a fait, à son tour, suffisamment pour pouvoir fournir des membres au Corps législatif central. Ce n'est que maintenant, par conséquent, que les populations sont devenues désireuses et capables de se concerter pour former un Conseil calqué sur les conseils provinciaux de la colonie et le Conseil de la Confédération d'Ashanti, qui leur permettra afin d'exercer leur droit d'élire un représentant au Corps législatif central. Cela doit inévitablement resserrer les liens qui unissent le Territoire de la Côte de l'Or, et l'autorité chargée de l'administration est convaincue qu'une telle mesure est non seulement conforme aux désirs de la population de la zone sud, mais aussi aux désirs du Conseil de tutelle, les uns étant exprimés par la résolution qui fait l'objet de l'annexe A, les autres par la résolution du Conseil de tutelle sur le rapport de 1947, relatif au Togo.* C'est en effet en se fondant sur cette supposition que le comité entièrement composé d'Africains et largement représentatif qui a été formé dans la Côte de l'Or pour formuler des recommandations en vue de réformes constitutionnelles, a dernièrement rendu visite à la zone sud pour élucider les desiderata de la population quant aux nouvelles initiatives à prendre dans l'ordre constitutionnel.

* Le projet de ce rapport a été publié sous la cote T/287.

La zone nord, de même que la partie avoisinante de la Côte de l'Or (les Territoires du Nord) ne se sont pas montrées prêtes jusqu'ici à participer à l'élection des membres à l'Assemblée législative centrale ni disposées à le faire. Elle fait toutefois partie du Conseil des Territoires du Nord qui, ainsi qu'il est exposé au paragraphe 21 du rapport de 1947 sur le Territoire est appelée à devenir un collège électoral pour les élections au Corps législatif central. Au sein de ce Conseil sont représentées toutes les autorités indigènes de la partie nord du Territoire sous tutelle et des territoires du Nord de la Côte de l'Or. Entre temps, on développe progressivement les organes de l'administration locale de la zone nord ainsi qu'on peut le constater d'après les rapports annuels.

Dans la zone nord, tout comme dans la zone sud, les conclusions du Comité de la réforme constitutionnelle qui siège actuellement (et auquel il vient d'être fait allusion) auront probablement des répercussions profondes tant en ce qui concerne le gouvernement central que l'administration régionale.

3. L'union, ainsi qu'il a déjà été indiqué, est formellement autorisée par l'article 5 a) de l'Accord de tutelle. Elle ne fait nullement obstacle à l'application intégrale dans le territoire de l'Article 76 c) de la Charte et des articles 13 et 14 de l'Accord de tutelle.

4. On n'a rencontré aucune difficulté à faire respecter le principe de l'égalité de traitement en matière sociale, économique et commerciale ainsi que dans l'administration de la justice, à l'égard des nationaux de tous les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies et d'autres Etats aussi d'ailleurs, puisque telle a été depuis longtemps la politique bien arrêtée du Gouvernement de la Côte de l'Or. Du reste, bien que le Gouvernement de la Côte de l'Or ne soit pas obligé d'assurer "l'égalité de traitement" en vertu de la Charte ou d'un Accord de tutelle, il est lié à cet égard par d'autres obligations internationales et il n'est accordé de traitement préférentiel aux nationaux d'aucun Etat.

I. Influence de l'Union administrative sur l'exercice par l'Organisation des Nations Unies de ses fonctions de contrôle.

5. L'union administrative fonctionne conformément aux principes et objectifs énoncés au Chapitre XII de la Charte et dans l'Accord de tutelle, pour autant qu'il s'agisse de questions intéressant le Territoire sous tutelle. Ces principes et objectifs ont d'ailleurs été formulés à l'origine principalement en s'inspirant des buts et des méthodes de la

politique coloniale britannique et en s'appuyant sur la longue expérience acquise par l'autorité chargée de l'administration dans l'action qu'elle a poursuivie en vue d'atteindre les objectifs en question dans les territoires non autonomes confiés à ses soins.

Dans les rapports annuels au Conseil de tutelle, on fournit des renseignements circonstanciés sur les progrès qui ont été réalisés dans la solution des problèmes qui se posent au territoire en vue d'aider le Conseil à s'acquitter de ses fonctions de contrôle et l'on donne également une évaluation des recettes et des dépenses imputables au Togo sous tutelle britannique.

IV. Effets des services communs de l'Union administrative sur le développement du Togo.

6. Au cours de son association étroite avec la Côte de l'Or, qui dure depuis plus de 25 ans, le Territoire a pu bénéficier d'une organisation des services publics qui n'aurait pu atteindre un tel niveau sans union administrative. Il a bénéficié de ces avantages sans avoir à supporter les frais que comporte l'entretien d'une administration séparée.

Le montant auquel s'élève la subvention prélevée sur les recettes de la Côte de l'Or ressort de la comparaison des recettes imputables au Territoire sous tutelle qui pour 1948 se montent à 363.000 livres sterling, et des dépenses afférentes au Territoire qui sont évaluées à 625.000 livres sterling.

Du fait que l'union existe, le Territoire peut se permettre de faire appel aux services de techniciens, de spécialistes et de conseillers sur une échelle qui dépasserait ses moyens s'il constituait une unité distincte. Pour ne citer que l'exemple de l'agriculture, le Territoire bénéficie, tout en n'ayant à supporter qu'une faible fraction des frais, des avantages fournis par les services de recherches agricoles de la Côte de l'Or et fait l'économie non seulement d'un service de recherches séparé mais aussi des frais généraux importants d'un département de l'agriculture qui serait chargé d'appliquer les résultats des travaux de recherche et d'assurer d'autres services agricoles généraux au bénéfice du Territoire.

Le West African Cocoa Research Institute à Tafo dans la Côte de l'Or a été créé aux termes de dispositions législatives de la Côte de l'Or et assure les services de recherches pour l'industrie du cacao tout entière. Le Togo n'apporte pas de contribution financière directe à cet Institut, mais peut faire appel aux services du Département de l'agriculture de la Côte de l'Or pour combattre les maladies du cacaoyer selon les principes dégagés à la suite des recherches effectuées à l'Institut; il peut également utiliser, dans n'importe quel autre domaine, les résultats des recherches poursuivies. Pour ce qui est des autres cultures, le Territoire sous tutelle bénéficie des services du personnel qui effectue les travaux de recherches, de ceux des laboratoires ainsi que des stations expérimentales des départements de l'agriculture et du service vétérinaire de la Côte de l'Or. Tout cela vaut également dans une mesure plus ou moins grande pour les autres départements. Dans le domaine économique, le Territoire sous tutelle n'a pas, du fait de son union avec la Côte de l'Or, à assumer les dépenses considérables qu'exigerait le fonctionnement de départements séparés chargés de la comptabilité, de la vérification des comptes, du service vétérinaire, du commerce, de l'industrie, de la coopération, des douanes et de la régie, de la sylviculture, des études géologiques, du travail, de la propriété foncière, des services météorologiques, des mines, de la police, des services de postes, des télégraphes, des routes, des bâtiments, des approvisionnements et des contrôles, des services topographiques d'adduction d'eau, etc. Les départements relevant du Gouvernement de la Côte de l'Or qui s'occupent de ces questions desservent tout le Territoire sous tutelle. Il est inutile d'énumérer en détail les nombreux services qu'ils fournissent, et qui ne seraient accessibles au Territoire sous tutelle qu'à grands frais, si l'Union administrative n'existait pas. Les Européens ne bénéficient d'aucun avantage autre que ceux dont profitent tous les habitants du Territoire, en vertu de l'organisation administrative actuelle, sauf en ce sens que l'égalité économique complète est observée dans le Territoire.

Le nombre total de non-Africains dans le Territoire était de 74 en 1948, dont seulement 47 adultes du sexe masculin. Les origines et les occupations de ces Européens sont indiquées de façon détaillée ci-après au paragraphe 14.

V. Effets de l'union administrative sur le statut et l'intégrité politique du Togo sous administration britannique et sur son développement propre en tant qu'unité distincte.

7. Pour les raisons exposées ci-dessus, l'autorité chargée de l'administration n'estime pas qu'il serait possible du point de vue économique ou souhaitable du point de vue politique, que la partie du Togo placée sous tutelle britannique soit, au stade actuel de son développement, administrée en tant qu'unité politique séparée.

VI. Consultation des populations indigènes

8. Les habitants du Togo, comme ceux de tous les territoires sous administration britannique, ont toujours la faculté d'exprimer leur opinion au sujet du développement politique de leur territoire; bien qu'aucun "sondage" de l'opinion publique n'ait été fait sur ce point, il est certain que les populations des districts de Gonja, Dagomba et Mamprussi qui ont été réunies en 1918 avec leurs frères de race habitant la Côte de l'Or, n'ont absolument aucun désir de voir modifier leur statut actuel. En outre, les représentants des autorités indigènes de Dagomba ont fait inscrire à l'ordre du jour du Conseil du territoire du nord la résolution suivante : "le Conseil estime que la région relevant de l'autorité indigène de Dagomba constitue une unité qui ne doit pas être divisée par une frontière arbitraire tracée entre le Protectorat et le Togo sous tutelle britannique". Différentes nuances de l'opinion se sont manifestées dans le reste du Territoire. Dans l'extrême sud, on constate chez les Ehoués le désir d'être groupés sous une administration unique avec les populations éhouées voisines, y compris celles de la Côte de l'Or proprement dite (dont le nombre atteint presque le double de celui des Ehoués du Togo). Dans le centre, un groupe politique récemment créé, qui a pris le nom d'Union du Togo, se fait le champion d'un développement intensif du territoire sur le plan politique et économique. Il est probable que la création pour la partie sud d'un conseil qui ferait également fonction de collège électoral pour les élections à l'Assemblée législative

répondrait aux aspirations politiques actuelles de ce groupement.

L'article de fond (Annexe B) qui a paru le 26 avril dans le Daily Echo, journal indépendant de la Côte de l'Or, et qui est reproduit en annexe au présent document, n'est pas dénué d'intérêt à ce propos.

9. Les réponses aux deux premières questions figurant sous cette rubrique ont été données dans la réponse à la question 8. Il est difficile de répondre de façon catégorique à la troisième question, vu son caractère hypothétique; on peut néanmoins déclarer que si les habitants étaient, dans l'ensemble, d'accord pour reconnaître qu'une modification de l'union ou un autre arrangement quelconque étaient désirables, l'autorité chargée de l'administration examinerait de façon attentive les desiderata de la population. Il y aurait lieu, à ce propos, de tenir compte également des vues des autres populations vivant en dehors du Territoire, qui seraient touchées par une telle réorganisation, par exemple, des Dagombas des territoires du Nord.

Questions économiques

VII. Effets de la politique économique prévue dans le cadre de l'Union administrative sur la mise en valeur du Togo

10. Le Territoire retire de l'union des avantages économiques considérables. Les importants centres urbains de la Côte de l'Or sont depuis longtemps un marché important pour les produits alimentaires de toutes sortes qu'exporte le Territoire. L'absence d'une frontière douanière signifie que, non seulement le commerce s'exerce sans restriction, mais aussi qu'il n'est perçu aucun droit de nature à accroître l'écart entre le prix payé par le consommateur et celui touché par le producteur.

Le Territoire jouit, d'autre part, d'avantages très réels du fait de sa participation aux dispositions prises par la Côte de l'Or en matière commerciale. Le Gold Coast Cocoa Marketing Board (Comptoir du cacao de la Côte de l'Or) a été créé, ainsi que l'indique de façon détaillée le rapport sur le Territoire pour 1948, en vertu de dispositions législatives de la Côte de l'Or, principalement afin de protéger le producteur contre les fluctuations accusées des prix mondiaux du cacao. Cette politique a été couronnée d'un réel succès pendant la campagne qui vient de s'écouler. Tandis que les prix mondiaux sont tombés de 211 à 90 livres sterling la tonne, le producteur a touché un prix uniforme de 121 livres sterling par tonne sans avoir à supporter les frais de mise en vente et d'expédition. A moins que les

prix n'augmentent sensiblement avant que le reliquat de la récolte de la campagne soit vendu par le Cocoa Marketing Board, (Comptoir du cacao de la Côte de l'Or) qui a constitué des réserves considérables pour amortir les variations des prix, cet organisme subira une perte nette au titre de l'exercice annuel qui sera couverte par prélèvement sur le fonds de stabilisation constitué au cours des années précédentes. Le Comptoir garantit au producteur un marché sûr et un prix ferme. Des dispositions analogues ont été prises pour la récolte des palmistes, qui est moins importante. Les sociétés coopératives créées dans le Territoire ne peuvent prospérer que parce qu'elles sont tributaires des coopératives centrales situées dans la Côte de l'Or. En outre, d'autres faits importants du point de vue économique, comme la création actuellement envisagée d'une banque agricole pour la Côte de l'Or profiteront également aux habitants du Territoire.

Les régions côtières et forestières de la Côte de l'Or tirent leur approvisionnement en viande principalement du bétail amené sur pied des territoires du Nord (y compris la zone nord) et du Territoire sous administration française. L'une des anciennes pistes suivies par le bétail, qui vient du nord, et d'autres qui viennent de l'est, traverse le Territoire sous tutelle. Le bétail franchit la frontière entre la Côte de l'Or et le Territoire dans les deux sens sans que soient imposées les formalités de vaccination, de quarantaine, etc. qui retardent souvent les mouvements du bétail d'un pays à l'autre. Les grosses entreprises commerciales de la Côte de l'Or desservent également le Territoire sous tutelle. Les marchandises importées pénètrent librement dans le Territoire. Le drap est l'article le plus important de ce commerce.

Le progrès économique futur dépendra presque certainement du développement approprié des ressources du bassin de la Volta. Ce fleuve forme sur une grande partie de son cours la limite entre la Côte de l'Or et le Territoire qui l'intéresse donc au même titre sa mise en valeur. Les ressources du Territoire seraient certainement insuffisantes pour entreprendre des travaux de cette envergure. Le fleuve constitue en outre pour le Territoire l'unique source potentielle d'énergie connue. On est en train d'élaborer les plans détaillés pour l'aménagement du fleuve et de ses affluents afin de s'assurer pour un certain nombre d'années les moyens nécessaires à la marche régulière du progrès économique. Les besoins de l'irrigation, de la navigation et d'énergie

hydroélectrique seront pris en considération et l'on prendra pour la Côte de l'Or les mesures législatives nécessaires pour permettre la mise à exécution de ces plans. Cette législation devra forcément s'appliquer de la même manière aux territoires situés sur les deux rives du fleuve. On espère améliorer par ce moyen les communications du Territoire en lui offrant une voie d'eau navigable et un port adéquat à Ada. S'il est prouvé qu'il s'agit là d'une entreprise véritable, ces moyens de communication doivent desservir une région beaucoup plus vaste que celle du Territoire seul. A l'heure actuelle, le Territoire qui n'a pas d'accès au littoral est tributaire des ports de ses voisins. Tandis que le cacao cultivé dans le Territoire est exporté par le chemin de fer Palimé-Lomé du Togo sous tutelle française, les ports de la Côte de l'Or permettent d'acheminer les importations vers le Territoire et les installations comme celles pour l'huile en vrac qui existent dans ces ports satisfont aux besoins du Territoire. Le service aérien intérieur de la Côte de l'Or fournit un moyen rapide d'atteindre depuis le nord, la capitale, Accra, et l'important aéroport international d'Accra met les principaux centres du monde à quelques heures du Territoire.

VIII. Questions sociales

A. Application des conventions internationales au Togo et à la Côte de l'Or

11. Bien que le Togo doive son évolution politique à son association avec la Côte de l'Or, sa situation particulière en tant que Territoire sous tutelle a été respectée dans la constitution de la Côte de l'Or de 1946 qui confère au Gouverneur les pouvoirs nécessaires pour légiférer séparément à l'intention du Territoire. Bien que dans la pratique, il soit rarement fait usage de ces pouvoirs - par exemple, si ce n'est pour édicter des lois concernant les besoins spéciaux de l'administration indigène dans la zone sud - cette disposition pourrait jouer dans l'hypothèse peu vraisemblable où l'on jugerait nécessaire d'appliquer au Territoire une convention internationale qui ne s'appliquerait pas en même temps à la Côte de l'Or. Une différence importante existe déjà entre les lois de la zone sud et celles de la colonie car dans cette dernière, il n'existe pas un contrôle sévère de l'aliénation des terres comme celui qu'exigent l'article 5 du mandat et l'article 8 de l'Accord de tutelle. En fait, les indigènes de la zone sud peuvent acquérir des terres librement dans la colonie tandis que dans la zone sud, l'acquisition de terres par les indigènes de la colonie est sévèrement réglementée.
12. Le développement des services médicaux a été entravé au Togo tout comme dans la Côte de l'Or par la pénurie de personnel médical qualifié

qui a suivi la guerre et qui est une conséquence au ralentissement des progrès pendant la guerre. On peut dire toutefois que le Territoire est traité sur un pied d'égalité et qu'il ne résulte pour lui aucun inconvénient de l'union administrative, et d'une manière plus générale que les avantages économiques qu'il tire de cette union l'aident directement et indirectement à poursuivre son progrès social. Les problèmes du travail ne présentent pas de sérieuses difficultés dans un pays comme le Togo qui n'est aucunement industrialisé; les industries de la Côte de l'Or fournissent cependant un débouché aux artisans qualifiés qui ne trouvent pas de travail dans le Territoire.

13. L'union avec la Côte de l'Or a ouvert aux étudiants venus du Territoire les portes des écoles secondaires et du nouvel établissement d'enseignement supérieur de la Côte de l'Or. Il a été possible, par conséquent, de porter tout l'effort sur l'éducation primaire à l'intérieur du Territoire et l'on a obtenu ce résultat remarquable que dans la zone sud 72,5 pour 100 de la population d'âge scolaire (de 6 à 16 ans) fréquentent l'école. Ce pourcentage est de beaucoup plus élevé que celui que l'on enregistre dans la colonie de la Côte de l'Or.

Un exposé complet des facilités qui, dans le domaine de l'enseignement, sont offertes dans la Côte de l'Or aux ressortissants du Togo ainsi que des plans élaborés en vue du développement de toutes les catégories de l'enseignement au Togo figurent dans le rapport annuel pour 1948.

B. Comparaison des structures sociales

14. Ainsi qu'il ressort de la réponse à la question 6 ci-dessus, en 1948, 74 non-Africains seulement habitaient le Territoire. Sur ce nombre, il y avait 47 adultes du sexe masculin, le reste était composé de femmes et d'enfants. Ces 74 non-Africains se répartissaient de la manière suivante selon leur nationalité et leurs occupations :

Etats-Unis d'Amérique

Hommes	2 missionnaires
Femmes	3 missionnaires
	2 épouses
Enfants	3 du sexe masculin
	3 du sexe féminin

France

Hommes	3 commerçants
	1 missionnaire
Femmes	3 missionnaires

Grande-Bretagne

Hommes	15 fonctionnaires
	3 commerçants
	2 missionnaires
Femmes	3 missionnaires
	5 épouses

Pays-Bas

Hommes	16 missionnaires
Femmes	3 missionnaires

Suisse

Hommes	2 commerçants
Femmes	1 missionnaire
	1 épouse

Syrie et Liban

Hommes	3 commerçants
--------	---------------

Récapitulation

Fonctionnaires	15
Commerçants	11
Missionnaires	34
Epouses	8
Enfants	6

Total	74
-------	----

Dans le Territoire, la structure sociale repose sur l'agriculture qui fournit des moyens d'existence à l'immense majorité de la population. Aucun Européen ne possède de terre pour s'y livrer à l'agriculture.

Dans les deux zones du pays, le commerce intérieur consiste dans la vente sur place des produits agricoles, et le petit commerce; en outre d'importantes entreprises commerciales font du commerce de détail. Il existe un grand nombre de marchés indigènes florissants où le commerce est presque entièrement entre les mains de femmes africaines. Le commerce extérieur consiste dans l'exportation de produits agricoles, principalement du cacao. Les dispositions spéciales prises en vue de la vente des denrées d'exportation sont décrites dans la réponse à la question 10. L'exportation d'autres produits, c'est-à-dire surtout des produits alimentaires exportés vers la Côte de l'Or, est entre les mains de commerçants africains locaux.

Les sociétés coopératives africaines jouent un rôle de plus en plus important dans l'économie de la zone sud.

Aucune société commerciale ne possède dans le Territoire de siège enregistré. Des filiales des sociétés dont les noms suivent fonctionnent dans le Territoire : The United Africa Company, John Holt, G.B. Ollivant, la Compagnie française de l'Afrique occidentale, The English and Scottish Joint Co-operative Wholesale Society et The Union Trading Company. Ce sont ces maisons qui importent le gros des marchandises d'importation vendues dans le Territoire; il existe toutefois aussi des maisons africaines moins importantes qui importent tous les ans davantage de marchandises directement d'Europe ou d'Amérique. On a récemment appliqué le régime des licences d'importation de manière à réserver tous les ans une part croissante des licences d'importation afférentes aux marchandises assujetties à ce régime aux importateurs africains et aux coopératives de consommation.

15. Ainsi qu'il a été indiqué dans la réponse à la question 1, la partie du Togô placée sous mandat britannique en 1922 comprenait les régions habitées par des populations que leurs liens ethniques rattachaient surtout aux populations de la Côte de l'Or.

A la fin de la guerre de 1914-1918, la situation des habitants des districts allemands dont il s'agit était la suivante :

- a) Le district de Misahöhe . Les Ehoués des subdivisions de Ho et de Kpandu étaient depuis longtemps associés aux Pékis (parfois appelés Krépis) pour la défense de leur pays contre les envahisseurs Ashantis et pas plus tard qu'en 1874 ils avaient souffert avec eux des ravages causés par l'invasion ashanti. Les Pékis prétendaient du reste (et ils le prétendent encore aujourd'hui) que cette association était plus qu'une alliance défensive et que de nombreuses divisions du Togo ont prêté serment d'allégeance au Fiaga (Grand chef) des Pékis. Les Ehoués de ces subdivisions sont également, selon la tradition commune, de même origine que les populations éhouées du district de Keta, dans la colonie de la Côte de l'Or qui est située entre le Territoire et la mer.

Au nord de ce district les tribus autres que les Ehoués ont également des affinités avec des populations de la Côte de l'Or; les Buems sont de la lignée des Ashantis et d'autres peuplades, comme par exemple les Nkonyas et les Lefanas sont venus de l'ouest dans la région où ils se trouvent actuellement, et sont unis aux populations de la Côte de l'Or par des liens plus lointains

b) Le district de Kratschi (aujourd'hui Krachi). Du point de vue tribal, les populations sont plus mélangées dans ce district; ce qui les unit est surtout leur vénération commune de deux fétiches importants. Les Krachis avaient une situation prépondérante en partie parce qu'ils avaient la garde du fétiche Dente, en partie parce qu'ils résidaient aux environs du chef-lieu allemand. Les Krachis sont étroitement apparentés aux peuplades habitant au delà de la Volta, en Ashanti. Certaines des autres peuplades de ce district ne connaissent pas de proche voisin allié par la race ou la langue, tandis qu'une minorité insignifiante est associée aux peuplades de la partie du Togo placée sous tutelle française. Afin d'éviter de diviser ces dernières peuplades, deux rajustements de la frontière internationale ont été opérés dans la partie sud du district de Krachi et dans la partie nord du district de Misaköhe. Dans la partie nord du district de Krachi, ce sont les accidents géographiques qui ont surtout déterminé le tracé de la frontière.

c) Le district de Sansanne Mango. Les liens qui unissent certaines peuplades de ce district avec celles de la Côte de l'Or sont encore plus étroits que dans le sud. Outre l'unité raciale et linguistique, ces peuplades possèdent en commun avec les populations de la Côte de l'Or une longue tradition d'administration unique sous l'autorité des grands chefs et la tendance à l'unité des Dagombas et des Gonjas a persisté pendant la durée de l'administration allemande. Les districts actuels de Gonja, Dagomba et Mamprussi ont été formés de la partie du district de Sansanne Mango placée sous administration britannique. Dans le cas des Gonjas et des Mamprussis, les grands chefs résident à Damongo et à Gambaga, dans la Côte de l'Or, tandis que le grand chef de tous les Dagombas, dont plus de la moitié résident dans la Côte de l'Or, habite Yendi qui est situé dans le territoire. Après l'occupation du Togo par les forces britanniques et françaises en 1914, toutes ces peuplades ont demandé, de façon spontanée et instante, à être réunies.

Depuis cette époque la situation de ces populations n'a pas sensiblement évolué. Le dépouillement des résultats du recensement de 1948 en ce qui concerne la composition ethnographique n'est pas encore terminé; les évaluations approximatives qui suivent donneront toutefois une idée de l'importance numérique actuelle de ces peuplades.

	<u>Togo sous</u> <u>tutelle</u> <u>britannique</u>	<u>Côte de l'Or</u>
Ehoués	130.000	250.000
Ashantis	25.000	750.000
Gonjas et peuplades alliées	6.000	40.000
Dagombas et peuplades alliées	75.000	100.000
Mamprussis et peuplades alliées	65.000	100.000

16. Ainsi qu'on a pu le constater, le Territoire est constitué par une bande de terrain très étroite qui s'étend en direction générale nord-sud, tandis que les limites des zones économiques, ethnographiques et linguistiques de cette partie de l'Ouest africain vont de l'est à l'ouest. En conséquence, les populations de la zone sud ont beaucoup plus d'intérêts en commun avec les populations des régions limitrophes de la Côte de l'Or qu'avec les habitants de la zone nord. Parcelllement à l'exception des parties du district de Krachi situées près de la limite des deux zones, les intérêts de la zone nord se confondent avec ceux des territoires nord de la Côte de l'Or. Par conséquent, l'administration de la zone sud, en tant que partie de la colonie de la Côte de l'Or et de la zone nord comme partie des territoires nord de la Côte de l'Or est non seulement une question de commodité, elle est aussi, et dans les mêmes proportions, dans l'intérêt des populations. On a constaté en particulier qu'il n'était possible de mettre au point une administration locale satisfaisante, que parmi des populations ayant de nombreux intérêts en commun.

La zone nord comprend, du nord au sud, certaines parties des districts de Mamprussi, Dagomba et Gonja, et le district de Krachi tout entier. Ainsi qu'on l'a exposé dans la réponse à la question 15, la majorité des populations habitant les trois premiers districts réside dans la Côte de l'Or; ces circonscriptions administratives correspondent donc à la composition ethnique de la région.

La zone sud est divisée en deux régions séparées par la limite naturelle que forme celle des deux rangées de collines s'étendant du nord-est au sud-ouest qui est située le plus au nord. La zone nord est administrée de Kpandu et la partie sud de Ho où réside un commissaire supérieur de district (Senior District Commissioner) qui exerce une surveillance sur la zone tout entière (ainsi que sur le district de Keta/Ada de la colonie de la Côte de l'Or), où la majeure partie de la population parle éhoué tout comme dans les parties voisines de la colonie.

IX. Opinion des habitants

Les réponses aux questions 8 et 9 fournissent également la réponse à cette question.

ANNEXE A
R E S O L U T I O N

Résolution des chefs indigènes comprenant les grands chefs des quatre Etats réunis et les chefs de toutes les divisions indépendantes de la zone sud du Togo sous tutelle britannique au sujet des propositions du (Commissaire principal) Chief Commissioner de la colonie concernant :

- 1) L'application à la zone sud du Togo de la Native Authority (Colony) Ordinance et de la Native Courts (Colony) Ordinance;
- 2) La représentation au Conseil provincial mixte de Dodowa;
- 3) La représentation au Conseil législatif par l'intermédiaire du Conseil provincial mixte.

A la réunion générale des chefs indigènes sus-mentionnés, tenue à Sovie, dans l'Etat d'Akpini, le vendredi 7 janvier 1949, il a été décidé à l'unanimité que :

1. La Native Authority (Colony) Ordinance et la Native Courts (Colony) Ordinance seront appliquées à la zone sud du Togo. Toutefois, le titre Colony Ordinances sera supprimé et remplacé par le titre : Southern Section of Togoland Ordinances.
2. La proposition d'envoyer un représentant au Conseil provincial mixte de Dodowa est repoussée et il sera formé un Conseil distinct pour le Togo dont le titre sera Southern Section of Togoland Council (Conseil pour la zone sud du Togo).
3. Les représentants au Conseil législatif seront élus parmi les membres du Southern Section of Togoland Council (Conseil pour la zone sud du Togo).
4. Il sera adressé copie de la présente résolution :
 - a) Au commissaire de district de Kpandu,
 - b) Au commissaire supérieur de district de Ho,
 - c) Au commissaire principal (Chief Commissioner) de la colonie à Cape Coast, par l'entremise du commissaire de district supérieur à Ho.
 - d) A la presse de la Côte de l'Or.

YAWO NYAKU V a signé d'une croix
Grand chef par intérim de l'Etat
d'AKPINI

(Signé) ANDJA TEKPO V
Grand chef de l'Etat d'AWATIME

TOGBUI K. GUEUSU IV a signé
d'une croix.
Chef principal de la Division de CBI

TOGBUI AKOKOTSE III a signé d'une
croix
Chef principal de la Division de LIKPE

NANA KWASI KORTOTY a signé d'une croix
Chef principal par intérim de la
Division de NKONYA

(Signé) ?? KOFI II
Grand chef de l'Etat d'ASOGLI

NANA AKUAMOA IV a signé d'une
croix.
Grand chef de l'Etat de BUEM

(Signé) HODO VI
Chef de la Division d'ANFOEGA

Chef de la Division de SANTROKOFI

(Signé) V.L. DELUME VI
Chef principal de la Division
de VE

Pour attestation
des signatures et marques :
(Signé) A.W. Simpson
Secrétaire d'Etat d'Akpini

ANNEXE B

EXTRAIT DU DAILY ECHO DU 26 AVRIL 1949

ARTICLE DE FOND

LE TOGO

Les récents débats qui se sont déroulés aux Nations Unies au sujet du Togo et dont le résumé paraît dans ce numéro montrent que la Puissance mandataire va se trouver dans une situation extrêmement difficile s'il lui faut satisfaire au désir du Conseil de tutelle des Nations Unies d'instituer l'autonomie budgétaire.

CE QUI EST JUSTIFIE

Il faut reconnaître que la déclaration britannique est justifiée, selon laquelle on ne saurait "séparer l'inséparable", c'est-à-dire séparer économiquement, politiquement et administrativement le Togo de la Côte de l'Or, sans qu'il en résulte de graves inconvénients et sans compromettre le progrès qui est en voie de se réaliser. Si tout cela doit être accompli pour qu'existe à l'avenir un gouvernement indigène, il faudra beaucoup de temps pour réaliser une séparation complète.

En l'état actuel des choses, toutefois, il devient très difficile, même pour des Etats évolués, de s'administrer indépendamment s'ils ne sont pas appuyés par des Etats plus grands et plus puissants du point de vue financier.

A moins que les Nations Unies soient prêtes à fournir en abondance de l'argent, des hommes et des matériaux pour développer le Togo, il ne semble pas possible, vu la conjoncture économique actuelle, que la séparation puisse s'effectuer avec succès.

Il est même douteux qu'une telle suggestion recueille l'approbation des dirigeants responsables du Togo au courant des problèmes et de la situation du pays.

Il ne s'agit pas ici de faire l'apologie de la fusion de l'administration du Territoire sous mandat avec la Côte de l'Or, mais il n'est pas douteux cependant que c'était là la manière la plus opportune de s'attaquer au problème de l'administration. Sinon, comment le Territoire sous mandat aurait-il pu atteindre même le faible degré d'organisation et de développement dont il bénéficie aujourd'hui grâce

à son association avec la Côte de l'Or, alors qu'il ne possédait pas la moindre base économique au moment où le mandat a été institué?

CE QUI N'EST PAS JUSTIFIE

Les dépenses afférentes à l'administration du Territoire sous mandat sont, dans une large mesure, à la charge du contribuable de la Côte de l'Or. Pour réaliser une séparation administrative totale, il faudra tirer davantage de revenus de l'impôt et il est douteux que le Territoire puisse supporter cela. Il serait dans l'intérêt bien compris, tant des populations en cause que de l'Autorité chargée de l'administration et des habitants de la Côte de l'Or, que les autorités publient, dès que possible, des statistiques qui feraient ressortir dans quelle mesure la fusion a été réalisée et ce que la séparation signifierait en termes de livres, shillings et pence, et aussi en ce qui concerne le personnel et les services publics dont ont bénéficié en commun la colonie et le territoire.

Le gouvernement lui-même est conscient de l'état arriéré de certaines parties du Territoire. Toutefois le développement de l'esprit de nationalisme et les revendications plus instantes visant différents avantages, devraient inciter à exposer en termes concis le problème à la population afin de s'assurer sa sympathie et sa collaboration.

Sinon la population continuera à se bercer d'illusions, à nourrir des espoirs fallacieux et à blâmer ceux qui, si les faits étaient connus, seraient exempts de tout blâme.

Le Conseil de tutelle, lui aussi, verrait le problème d'une manière plus réaliste si tous les faits étaient connus. Il faut que cessent en cette matière la routine administrative et l'inertie.
